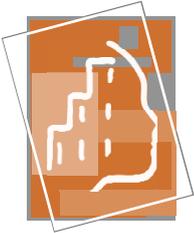


Résonances

Pôle de ressources Ville et développement social ■ Val d'Oise



L'actu du PÔLE

< Atelier, 3 juillet, 9h30-17h, Deuil-la-Barre >

ÉCOUTER LES HABITANTS POUR NOURRIR L'ACTION PUBLIQUE LOCALE : LE CONSEIL CITOYENS ET AUTRES DÉMARCHES DE COOPÉRATION

L'enjeu du recueil de la parole des habitants pour mieux répondre à leurs besoins et solliciter leur regard afin de nourrir l'action locale, apparaît aujourd'hui relativement partagé dans les discours publics et est parfois affirmé comme leitmotiv par des élus et professionnels. Cet objectif se traduit ainsi tant dans des dispositions législatives et réglementaires que dans des démarches volontaristes locales.

Pour autant, les expériences de mise en pratique de cet enjeu mettent fréquemment en évidence sa complexité et ses limites. Comment, dès lors, envisager sur un territoire, une démarche de recueil d'une parole « collective » qui prenne sens, soit opérationnelle et se concrétise dans la durée ?

Cette question est d'ailleurs posée de manière récurrente dans le champ de la Politique de la ville qui, depuis ses origines, appelle à la participation des habitants dans l'ensemble des programmes développés en direction des quartiers prioritaires. Encore récemment, avec la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les enjeux de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, sont fortement réaffirmés par l'État.

Dans ce contexte, afin de nourrir la réflexion des acteurs locaux sur le plan des enjeux comme de l'opérationnalité, le Pôle de ressources propose un premier atelier articulant sens et méthodes, autour de la

participation des habitants dans les territoires en Politique de la ville, notamment au regard des conseils citoyens.

Animée par François Hannyoy, (consultant DAC, spécialisé dans les questions de démocratie et de participation), la journée s'articulera autour de plusieurs temps : apports de cadrage, présentation d'expérience, travail individuel et en atelier (à partir de supports et techniques). La rencontre visera à éclairer les acteurs et à mutualiser les réflexions sur les conditions locales et les pistes d'actions pour engager ou renforcer une démarche pertinente d'écoute de la parole des habitants, à travers les conseils citoyens ou autres démarches de coopération.

Participeront à cette rencontre Julien Giry, chargé de mission en charge du soutien à la vie associative et de la participation des habitants au sein du CGET (qui travaille actuellement à l'élaboration du cadre de référence des conseils citoyens) et Sandrine Joinet-Guillou, responsable de la Politique de la ville à l'Agglomération de Plaine Commune (site préfigureur) qui a animé un processus de réflexion collective.

Cet atelier s'adresse aux professionnels et élus - de collectivités, de l'État, centres sociaux, associations, autres institutions...-, engagés ou souhaitant développer et s'impliquer localement dans des démarches de mobilisation des habitants des quartiers de la Politique de la ville, mais également à tout autre acteur intéressé par ce sujet.

Invitation et bulletin d'inscription à télécharger sur www.poleressources95.org/actions/action_detail-301.html

Pôle de ressources
Ville et développement social
8, place de France
95200 Sarcelles
tél. 01.34.04.12.12
fax. 01.34.04.12.13
mail : poleressources.95@wanadoo.fr
site : www.poleressources95.org

AUTRES RENDEZ-VOUS

> 17 juin, 9h30-12h30,
Gonesse,
**groupe de travail
des référents des équipes
du Programme de Réussite
Éducative.**

> 19 juin, 13h30-15h,
Ermont,
**Quel(s) visage(s)
de la jeunesse en Île-de-
France et en Val d'Oise ?**
[www.poleressources95.org/actions/
action_detail-300.html](http://www.poleressources95.org/actions/action_detail-300.html)

> 4 juillet, 9h30-12h30,
Sarcelles,
**groupe de travail
des coordonnateurs
des équipes du Programme
de Réussite Éducative.**



NATIONAL & RÉGIONAL



ASSOCIATIONS

UN RAPPORT SUR LE FINANCEMENT PRIVÉ DU SECTEUR ASSOCIATIF

Le 13 mars dernier, le Haut conseil à la vie associative (Hcva) a remis son rapport définitif sur le financement privé des associations. Ce rapport, récemment diffusé, s'appuie sur de nombreuses auditions de représentants de différents secteurs associatifs et d'organismes de financement et d'accompagnement des associations. Le Hcva fait le constat que, face à l'évolution des financements publics, « les associations doivent revoir leur modèle économique », diversifier davantage leurs formes de financement et imaginer de nouvelles ressources. Les propositions s'articulent autour de trois axes : faciliter le développement des activités des associations, sécuriser et développer la générosité du public et le mécénat des entreprises, faciliter la consolidation des structures associatives.

www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/hcva-rapport_definitif_financement.pdf

EUROPE

LES PRIORITÉS FRANÇAISES DE LA POLITIQUE DE COHÉSION SOCIALE EUROPÉENNE

La Direction générale REGIO de la Commission européenne a publié plusieurs fiches comprenant des informations clés sur les stratégies envisagées par chaque État membre pour la période de financement 2014-2020, concernant notamment la répartition des montants alloués au titre de la politique de cohésion et les principales priorités d'investissement. La France va gérer 41 programmes opérationnels au titre de la politique de cohésion de l'Union. 27 d'entre eux bénéficieront de subventions du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE). Pour 2014-2020, le montant total alloué à la France pour financer la politique de cohésion avoisine les 15,9 Milliards d'euros (dont 6 pour le FSE). http://ec.europa.eu/regional_policy/information/cohesion-policy-achievement-and-future-investment/factsheet/france_fr.pdf

APPELS À PROJET

ANIMATION SOCIALE DES QUARTIERS : APPELS À PROJETS DE LA RÉGION

La Région Île-de-France lance deux appels à projets, l'un concernant l'aide à l'investissement sur les locaux publics accueillant des structures de médiation ou d'accès au droit, l'autre relatif à l'accompagnement au diagnostic pour la mise en œuvre de stratégies territoriales de sécurité. Les bénéficiaires potentiels sont les communes et les EPCI. Les demandes émanant de territoires classés en ZSP, CUCS ou PRU seront examinées en priorité.

www.iledefrance.fr

EN BREF

Décret du 19 mai relatif aux dotations de l'État aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales.

<http://i.ville.gouv.fr/referenc/9893>

La participation citoyenne vue par les maires de banlieue. Résultat d'une enquête menée par l'Association des maires Ville et Banlieue.

www.ville-et-banlieue.org

Deux arrêtés précisent l'organisation du Commissariat général à l'égalité des territoires.

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029009680&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id
www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029009693&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id

VAL D'OISE



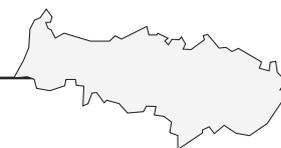
ÉRAGNY-SUR-OISE, SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, PONTOISE UNE DÉMARCHE ARTISTIQUE ET HUMAINE AU CŒUR DE LIEUX DE VIE D'HABITANTS

Artère publique, dispositif de programmation de spectacles hors les murs, vient de mener, en partenariat avec la Compagnie Acte, un projet d'œuvre chorégraphique collective intitulé

« Lieu d'Être - manifeste chorégraphique pour l'utopie d'habiter ». Celui-ci a mobilisé les habitants de trois communes en Politique de la ville de l'agglomération de Cergy-Pontoise : Éragny-sur-Oise, St-Ouen-l'Aumône et Pontoise.

Ce projet, mené notamment avec un travail direct de médiation au cœur des immeubles et avec le concours des équipes de structures socioculturelles locales, a réuni habitants et danseurs - professionnels et amateurs -, le temps de la création d'un spectacle qui voulait interroger et (re)trouver le sens du vivre ensemble, au sein de ces lieux de vie. Point d'orgue du projet : trois représentations, début juin, depuis les fenêtres d'immeubles des trois villes.

Contact, Pauline Guerreiro : 01 34 64 64 82



VAL-DE-FRANCE

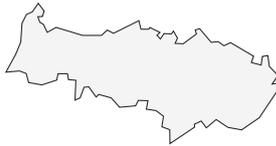
EMPLOI, DÉPASSONS LES IDÉES REÇUES

De l'expérience et pas de diplôme, impossible de travailler ? Écrire et parler français : indispensable pour un emploi ? Suis-je capable de créer mon entreprise ? Pour répondre à ces questions et dépasser les préjugés et idées reçues quant à l'accès à certains métiers et secteurs, les Espaces Emploi de Val-de-France et leurs partenaires proposent du 12 au 20 juin une série de rendez-vous (ateliers, visites d'entreprise ou rencontres) entre demandeurs d'emploi, partenaires et recruteurs.

Contact, 01 30 11 02 70

MOUVEMENTS

Ababacar Ba est Coordonnateur de l'Atelier Santé Ville de Persan et du Contrat local de santé intercommunal du Haut-Val d'Oise. **Jean-Baptiste Spire** est responsable de la Politique de la ville à Sarcelles. **Myriam Mélo** est directrice du Centre social Empreinte à Goussainville. **Christophe Quenet** est directeur de l'ALJT Val d'Oise.



BASSIN DE GONESSE

LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE PAR L'ESPRIT D'ENTREPRENDRE

LA MISSION DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - MLDS - DU BASSIN DE GONESSE, SERVICE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, RECONDUIT POUR LA DEUXIÈME ANNÉE UNE DÉMARCHE DE REMOBILISATION SCOLAIRE À DESTINATION DE JEUNES EN VOIE DE DÉSCOLARISATION, VIA UN PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION INITIATIVE 95.

La Mission Générale d'Insertion - MGI -, devenue en 2013 Mission de lutte contre le décrochage scolaire - MLDS -, a pour missions de repérer les jeunes de plus de 16 ans sortant du système scolaire sans diplôme, d'organiser la prise en charge de ce public dans des actions spécifiques de remobilisations courtes ou longues, et pour les élèves qui ont quitté le système scolaire sans diplôme, de trouver avec eux une solution de formation qualifiante facilitant leur insertion.

Jean-Pierre Lalloz, enseignant coordinateur MLDS du bassin de Gonesse, est à l'initiative pour la deuxième année d'un partenariat avec le service d'amorçage de projet d'Initiative 95 (association d'aide et de soutien à la création d'entreprises), auprès d'élèves décrocheurs de 16 à 18 ans auparavant scolarisés au lycée professionnel Arthur Rimbaud à Garges-lès-Gonesse. L'enseignant, maître d'œuvre de la construction et de la coordination, élabore un module adapté au profil des jeunes qui intègrent celui-ci, - cette année, des jeunes de seconde professionnelle -, avec pour objectif principal « *de travailler le projet personnel et professionnel dans sa globalité* », précise-t-il. Il s'agit de remotiver ces élèves décrocheurs pour, in fine, trouver une solution avec eux en les réintégrant dans le cursus scolaire, en classe de première professionnelle, en contrat d'apprentissage... La quinzaine de jeunes qui intègrent ainsi ce programme pour une année scolaire ont pour beaucoup d'entre eux, le point commun de connaître des parcours de vie difficiles, des problématiques sociales, mais d'être également animés d'une réelle motivation à reprendre leur scolarité.

Le coordinateur a souhaité faire appel à Initiative 95, repéré grâce à des partenaires communs auprès desquels l'association intervient, pour apporter de la nouveauté dans l'une des actions pédagogiques, via un projet visant à insuffler l'esprit d'entreprendre.

Une complémentarité des apports au bénéfice des élèves

Le module de remobilisation propose des cours de remise à niveau (français, maths...), des périodes de stages en immersion - afin d'en mesurer le niveau -, dans des classes de première que les jeunes pourront potentiellement intégrer après cette année, ainsi que des stages en entreprise pour se confronter aux réalités du monde du travail. Initiative 95 intervient dans le programme à raison de deux heures par semaine sur l'année scolaire. Une première étape consiste à redonner envie aux élèves d'être acteur et dynamique dans leur parcours personnel et leur avenir professionnel. Plusieurs leviers sont à l'œuvre dans cette optique : travailler sur sa propre identité, sur l'estime de soi, en identifiant les qualités, valeurs et compétences de chacun. Ce qui semble avoir permis à Walid de changer de posture, à l'instar de ses camarades, est de « *voir qu'on est capable de faire des choses, de se rendre compte qu'on nous écoute, et qu'on ne voit pas que des défauts en nous* ». Pour renforcer cette approche, un travail autour de l'expression de soi (comportement, posture, attitude) et de la socialisation (incorporer qu'il existe des règles) est mené en parallèle. Dans un second temps, les élèves s'engagent sur un projet pédagogique collectif de création d'entreprise « virtuelle ».

La création d'une entreprise virtuelle comme outil pédagogique

La dynamique et les valeurs de l'entrepreneuriat vont alors jouer un rôle de stimulant dans la remobilisation : appréhender ce qu'est une entreprise, en comprendre le fonctionnement logistique, humain (fonctions et rôle d'une équipe), entrer dans les enjeux (compétitivité), les objectifs de rentabilité ou encore les contraintes (construction d'un budget, gestion de stocks), ainsi que dans l'appréhension de l'environnement exogène (clients, banque, fournisseurs). Ce sont autant d'axes de travail suscitant

réflexion, questionnements et qui engagent le groupe dans une dynamique. Au-delà, le projet de création d'entreprise virtuelle sollicite les capacités à travailler et à produire en équipe tout en développant certaines compétences individuelles techniques (utilisation de logiciels pour verbaliser et mettre en forme le projet).

L'objectif n'est pas tant la création virtuelle d'une entreprise en soi, que de véritablement « *se mettre à entreprendre par soi-même, refaire quelque chose* », explique Mr Lalloz, et de permettre aux élèves de terminer l'année en ayant acquis en autonomie et avancé sur leur souhait d'orientation.

Pour clore le projet, les élèves de la session 2014 ont présenté devant un panel de professionnels des champs de l'insertion et du développement social urbain du Val d'Oise, leur projet de création d'entreprise. En termes de bénéfices, Doan Dang, directrice de l'accompagnement à Initiative 95, relève notamment des changements de posture, une plus grande capacité à accepter les critiques, et une amélioration de l'expression orale, autant d'acquis précieux pour le déroulement d'un parcours professionnel comme personnel. Au-delà de cette action autour de la création d'entreprise, le suivi et l'accompagnement des sortants par ce module enregistre des sorties positives : retours à des cursus scolaires, intégration à l'école de la deuxième chance, obtention de contrat d'apprentissage... Malgré tout, ces sessions d'accompagnement ne peuvent convenir à tous les profils d'élèves. Ainsi, 3 jeunes sur les 15 inscrits cette année n'ont pas achevé le cursus proposé.

Concernant les élèves qui pourront réintégrer une scolarité classique après avoir bénéficié de cet encadrement renforcé pendant une année, l'enjeu reste pour la communauté éducative, de trouver un juste équilibre entre un enseignement non différencié et une vigilance plus spécifique.

Contact : jplalloz@yahoo.fr



< Émission radiophonique « Périphéries », le 1er juin 2014, France inter >

« IL Y A UN IMPORTANT DÉFICIT DÉMOCRATIQUE DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE »



Les quartiers populaires regorgent de ressources et d'énergies. Comment les valoriser ?

C'est pour apporter des éléments de réponse à cette question que le réseau Amadeus qui réunit les responsables de la Politique de la ville des plus grandes agglomérations françaises a demandé au sociologue Thomas Kirszbaum de lui faire des propositions.

Pour le chercheur, la principale ressource à mobiliser est celle des habitants eux-mêmes, souvent laissés de côté. La méthodologie qu'il préconise consiste à arrêter de considérer les habitants comme des simples usagers de leur quartier pour en (re)faire des citoyens à part entière.

Il faut, selon lui, s'attaquer au déficit démocratique de la Politique de la ville, mais aussi que les habitants se mobilisent eux-mêmes pour se constituer en un groupe de pression capable de se faire entendre.

<http://www.franceinter.fr/emission-peripheries-thomas-kirszbaum-il-y-a-un-important-deficit-democratique-dans-la-politique-de->

< Repéré dans la presse et disponible au Pôle de ressources >

« *L'égalité territoriale en France : la raçon de l'histoire* » -> Matthew Wendeln, in *Métropolitiques*, 12 mai 2014.

www.metropolitiques.eu/L-egalite-territoriale-en-France.html

« *Prévention de la délinquance : Un nouveau cadre pour l'échange d'informations* » -> dossier in la Gazette des communes du 2 juin 2014, pp 21-26.

« *Parrainage de proximité : cessons d'attendre* » -> dossier in le Journal de l'Action Sociale, mai 2014, pp 19-25.

< Ouvrages disponibles au Pôle >



LES GRANDES QUESTIONS SUR LA VILLE ET L'URBAIN

Hervé Marchal, Jean-Marc Stébé, PUF, mai 2014, 264 pages

Qu'est-ce qu'une ville à l'heure de la mondialisation ? La mobilité est-elle spécifique à la vie urbaine ? À quelles expériences sensorielles

la ville nous invite-t-elle ? Au moment où le monde bascule dans l'urbain généralisé, il est plus que jamais nécessaire de s'interroger sur les défis et les enjeux que ce basculement rend inévitables et auxquels les sept milliards d'individus que compte aujourd'hui notre planète doivent - et devront - répondre. Qu'il s'agisse des processus de fragmentations sociales et territoriales de plus en plus manifestes, de l'individualisme exacerbé, de la mobilité accrue et généralisée, du développement de la ville durable ou encore des conditions de vie et de logement de plus en plus tendues, l'ouvrage aborde chacune de ces problématiques. Il revient constamment sur les positions des sociologues classiques et contemporains, ainsi que sur les termes des polémiques et des controverses qui se trouvent au cœur des réflexions sur la ville et l'urbain.

www.puf.com/Quadrige:Les_grandes_questions_sur_la_ville_et_l%27urbain



VULNÉRABILITÉS SANITAIRES ET SOCIALES DE L'HISTOIRE À LA SOCIOLOGIE

Axelle Brodiez-Dolino, Isabelle von Bueltingsloewen, Benoît Eyraud, Christian Laval et Bertrand Ravon (dir.), Presses Universitaires de Rennes, 2014, 278 pages

Stigmatisé par certains sociologues comme « mot-valise » ou pour son emprunt aux politiques publiques, regardé avec méfiance par les historiens qui réfutent par principe l'anachronisme, le terme de vulnérabilité mérite pourtant d'être pris au sérieux. Réunissant des historiens et sociologues, cet ouvrage invite donc à réfléchir à la vulnérabilité en articulant questions sanitaires et sociales, à travers trois parties : La « vulnérabilité », un concept opératoire ? ; Parcours de vulnérabilité et accompagnements ; « Dispositifs publics » : actions privées, action publique.

<http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=3491>